



Paris a condamné « toute tentative de prise de pouvoir par la force » tandis que Washington a exigé la libération immédiate du président Mohamed Bazoum.

Des militaires ont affirmé mercredi soir avoir renversé le régime du président du Niger Mohamed Bazoum, dans une déclaration lue par l'un d'entre eux à la télévision nationale à Niamey, au nom d'un Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

« Nous, forces de défense et de sécurité, réunis au sein du CNSP, avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez », celui du président Bazoum, a déclaré le colonel-major Amadou Abdramane, entouré de neuf autres militaires en tenue. « Toutes les institutions sont suspendues », a-t-il continué, annonçant la fermeture des frontières et l'instauration d'un couvre-feu de 22h00 à 05h00 « jusqu'à nouvel ordre ».

« Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale », a-t-il ajouté. Il a affirmé « l'attachement » du CNSP au « respect de tous les engagements souscrits par le Niger », rassurant également « la communauté nationale et internationale par rapport au respect de l'intégrité physique et morale des autorités déchues conformément aux principes des droits humains ».

Condamnation internationale

La France condamne « toute tentative de prise de pouvoir par la force », a réagi mercredi la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna sur le site du Quay d'Orsay. « Elle condamne fermement toute tentative de prise de pouvoir par la force et s'associe aux appels de l'Union africaine et de la CEDEAO pour rétablir l'intégrité des institutions démocratiques nigériennes. »

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, « condamne fermement le changement anticonstitutionnel de gouvernement », a déclaré son porte-parole. Guterres est « profondément troublé » par la détention du Président Mohamed Bazoum par des membres de la Garde présidentielle.

« Je me suis entretenu avec le président Bazoum plus tôt dans la matinée et je lui ai dit clairement que les États-Unis le soutenaient résolument en tant que président démocratiquement élu du Niger. Nous demandons sa libération immédiate », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, en visite en Nouvelle-Zélande.

Médiation du Bénin

Cette déclaration des militaires est intervenue à l'issue d'une journée de tensions à Niamey, marquée par ce que le régime a appelé « un mouvement d'humeur » de la garde présidentielle qui retient le président Bazoum dans sa résidence officielle depuis mercredi matin.

Des pourparlers entre les deux parties pour tenter de trouver une solution, sans que l'on sache quelles étaient les exigences des militaires, ont échoué. Le président béninois Patrice Talon était en route pour le Niger dans la nuit de mercredi à jeudi pour servir de médiateur, mais il devrait visiblement arriver trop tard.

Le Niger, pays partenaire privilégié de la France dans le Sahel en proie à la violence jihadiste dans plusieurs parties de son territoire, était dirigé par le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, au pouvoir depuis avril 2021.

AFP
